

## CHAPITRE IV

### Compte rendu des débats

#### Commission des comptes de l'agriculture de la Nation du 14 décembre 2017

---

Le président, M. Pierre Muller, ouvre la séance.

Il indique que les rapports en version papier sont bien parvenus aux membres de la commission dans les délais souhaités. Il signale que l'ordre du jour a été modifié par rapport aux précédentes commissions de décembre. La réunion débutera par la présentation des résultats issus du RICA 2016, pour clore l'analyse de l'année 2016 et aborder ensuite l'année 2017 :

- résultats économiques des exploitations agricoles en 2016 (données RICA) (O.Louveau, MAA/SSP)
- bilan conjoncturel pour 2017 (G. Thomas, MAA/SSP)
- compte national prévisionnel 2017 (H. Casset-Hervio, Insee)
- compte social prévisionnel 2017 (B. Mantione, MAA/SDTPS)
- comparaisons européennes des comptes depuis 2000 (D. Reynaud, Insee)
- les performances économiques des exploitations en agriculture biologique (V. Marcus, MAA/SSP)

A l'issue des présentations, le président remercie les orateurs et ouvre le débat.

#### Résultats économiques des exploitations agricoles en 2016 (données du RICA)

Philippe Pinta (FNSEA) considère ces résultats comme très intéressants, et le recul historique long proposé permet de bien voir les évolutions. Il note qu'un résultat négatif en moyenne pour une orientation productive, les COP dans le cas présent, est quelque chose de totalement inédit, tout comme le nombre d'exploitations avec un disponible faible, voire négatif. En outre, les reports d'endettement accordés en 2016 vont se retrouver un moment ou à un autre, en 2017 ou 2018. La baisse des investissements observée sur les dernières années est également préoccupante.

Sur longue période, il déplore la baisse structurelle de la production dans certains domaines, comme la volaille, au profit d'autres pays de l'UE dont les productions sont très dynamiques (ex : la Pologne). Il appelle donc les pouvoirs publics à beaucoup de vigilance par rapport aux distorsions de concurrence.

François Lucas (Coordination Rurale) souligne que 2016 avait été annoncée comme une mauvaise année en juillet, mais qu'à l'examen des données du RICA elle s'avère exécrable, avec -29 % de baisse du RICA/Utans. Pour revenir au niveau de 2015 (qui était déjà médiocre), il faudra faire +40 % en 2017. Il constate que dorénavant il n'y a pas que le secteur porcin qui connaît des cycles sur longue période ; cette volatilité affecte aussi les autres productions, notamment les céréales. Ce secteur, qui était considéré comme emblématique et sur lequel on a beaucoup prélevé, est désormais en grande difficulté et il faut tirer le signal d'alarme car on voit des agriculteurs solides qui veulent mettre la clé sous la porte.

Lucien Bourgeois (Académie d'Agriculture de France) a trouvé ce travail et cette présentation remarquable. Il exprime à nouveau le souhait qu'en complément de l'approche par OTEX, d'autres dimensions ou regroupements soient explorés pour expliquer les disparités de résultats.

Jean-Pierre Leveillard (APCA) salue la qualité de ce travail et l'analyse éclairante sur le taux de marge et les charges. Il en conclut que l'État doit diminuer autant que possible les charges pesant sur les exploitations.

Philippe Boulet (CER France) observe, dans les remontées des données comptables des CER, que les écarts entre exploitations augmentent, et deviennent structurels, y compris en COP. Il y a des systèmes qui arrivent à tirer leur épingle du jeu malgré ce contexte de forte volatilité. Dans des zones à potentiel plus faible, d'autres systèmes apparaissent au contraire très fragiles et auraient besoin de plus de diversification.

Olivier Louveau (MAA/SSP) indique que la dispersion au sein des otex est importante quand la gamme de produits est large : elle est ainsi élevée en viticulture ou en maraîchage, mais faible en lait. En évolution, au sein d'une OTEX, la dispersion a tendance à s'accroître quand la conjoncture est bonne. Cette année, en 2016, la dispersion est stable en COP.

Pierre Muller (président) souligne à son tour que le travail réalisé est remarquable et que le RICA permet d'illustrer vraiment, et mieux que l'analyse macroéconomique, les situations économiques des exploitations, et de bien faire le lien entre la conjoncture générale et les dispersions des résultats.

### **Bilan conjoncturel et comptes prévisionnels 2017**

François Lucas (Coordination Rurale) conteste l'affirmation par l'Insee d'une quasi-stabilité des résultats sur 2 ans. Pour le RICA/UTANS, après -29 % de baisse en 2016, il faudrait + 40 % pour revenir à 2015, mais les évolutions attendues pour 2017 ne sont pas de cette ampleur. Il est donc difficile de conclure à une stabilité sur 2 ans. On retrouvera certes un niveau normal de récolte en 2017, mais pas un niveau normal de revenu et l'UE doit intégrer cette problématique.

Il relève également le paradoxe des producteurs de pommes de terre, qui voient les prix s'effondrer dans un contexte de hausse de la production : pour garantir un niveau de revenu, il faudrait donc s'assurer en cas de bonne récolte. François Lucas s'inquiète enfin de la tendance désormais baissière de l'excédent commercial de l'agroalimentaire hors vins et spiritueux, qui est devenu déficitaire.

Au niveau mondial, il dénonce la guerre mondiale des prix qui conduit à faire baisser les prix des matières premières. Même si les récoltes mondiales atteignent des niveaux record ces dernières années, la population augmente également, et le rapport des stocks aux besoins journaliers ne dépasse pas les 90 jours et est même en baisse. La sécurité alimentaire est loin d'être atteinte et 800 millions de personnes ne mangent toujours pas à leur faim, comme le rappelle la FAO.

Philippe Pinta (FNSEA) indique que 2017 ne permettra pas de rattraper les pertes de 2016, d'autant qu'il y aura peut-être encore des besoins de report d'endettement, le taux d'endettement ayant parfois doublé en 2016. Il constate que la valeur ajoutée brute au coût des facteurs baisse tendanciellement, et l'évolution à la hausse du ratio VABCF/UTANS est donc tirée par la baisse encore plus forte des UTANS. La question de la compétitivité de la Ferme France est donc posée, notamment à l'examen de la balance commerciale : il regrette que le gouvernement soit revenu sur la baisse des cotisations sociales exploitants et met en garde contre les risques de distorsion de concurrence en cas d'approche exclusivement nationale de la problématique du glyphosate. En France, on ne considère pas suffisamment l'agriculture comme une activité économique à part entière. Elle constitue pourtant un atout économique et géopolitique majeur et la France devrait se préoccuper de sa valorisation à l'export.

Lucien Bourgeois (Académie d'Agriculture de France) relève pour sa part le déficit majeur (6 milliards) qui se creuse tendanciellement pour les fruits et légumes.

Philippe Boulet (CER France) rappelle que la baisse de la production nationale provient en bonne partie d'une baisse des surfaces en vergers notamment.

Pierre Muller (président) précise l'intitulé de la diapositive de l'Insee, en indiquant que l'indicateur en question tend à revenir vers son niveau de 2015. Il relève également qu'il y a tout de même une baisse qui se poursuit sur les charges et les coûts de production, et partage le constat fait par les autres membres concernant l'évolution préoccupante de la balance commerciale, notamment pour les produits non transformés.

François Lucas (Coordination Rurale) rappelle que la baisse des consommations intermédiaires, notamment chez les céréaliers l'an passé, a aussi des répercussions sur les rendements de la récolte suivante.

## Présentations thématiques

### Comparaisons européennes des comptes de l'agriculture

Lucien Bourgeois (Académie d'Agriculture de France) trouve ces comparaisons très intéressantes. Il constate que l'Allemagne est certes devenu le 1<sup>er</sup> exportateur, mais pas le 1<sup>er</sup> producteur. Il souhaiterait que les données de balance commerciale par pays soient plus facilement accessibles car elles ne sont pas si simple à trouver sur les sites de FAM, du SSP, de l'Insee, ou d'Eurostat.

Philippe Pinta (FNSEA) relève qu'il y a davantage de secteurs où la France a reculé que de secteurs où elle a progressé.

### Les performances économiques des exploitations en agriculture biologiques

François Lucas (Coordination Rurale) souligne que les trois secteurs examinés ici (viticulture, maraîchage, lait) sont des productions pour lesquelles la production en mode biologique est plutôt aisée. En grandes cultures, c'est plus difficile techniquement. En viticulture, il y a indéniablement une forte demande des consommateurs, mais les impacts environnementaux du cuivre, sur lequel repose la viticulture bio, pourraient fragiliser cette production. En lait, on observe en effet des conversions massives, mais il faut que le niveau de prix reste rémunérateur.

Pour Lucien Bourgeois (Académie d'Agriculture de France), l'étude illustre de manière innovante tout l'intérêt des sources fiscales et microéconomiques pour analyser les résultats. Les outils macroéconomiques doivent quant à eux être utilisés pour faire de la macroéconomie, c'est-à-dire pour faire des comparaisons avec les autres secteurs de l'économie française et avec le secteur agro-alimentaire des autres pays de l'UE.

Philippe Boulet (CER France) retient également des ratios de ce type (VA/ha, VA/utans...) pour analyser la robustesse et la performance des exploitations. En grandes cultures, se pose la question de la robustesse et de la diversification. Les conversions en bio reposent sur des systèmes plus complexes que le triptyque classique Blé, orge, colza.

Pierre Muller (président) estime que cet exemple de mobilisation de sources fiscales ouvre des perspectives, y compris peut-être pour l'élaboration du compte national. Sur l'agriculture biologique, des comparaisons européennes seraient également les bienvenues.

### Points divers

La date de la prochaine commission est fixée au **jeudi 5 juillet 2018 (matin)**.



# Agreste : la statistique agricole

---

**Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation**

**Secrétariat Général**

**SERVICE DE LA STATISTIQUE  
ET DE LA PROSPECTIVE**

3 rue Barbet de Jouy  
75349 PARIS 07 SP  
<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr>

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot  
Rédactrice en chef : Catherine Fresson-Martinez  
Composition : SSP  
Impression : AIN - Ministère de l'Agriculture  
Dépot légal : à parution  
ISSN : 1760-8341  
© Agreste 2018